Luxembourg, le 19 septembre 2022

Objet : Projet de règlement grand-ducal¹ modifiant le règlement grand-ducal du 5 août 2015 portant organisation de la formation menant au diplôme de fin d'études secondaires techniques dans le cadre de la formation des adultes d'éducateur en alternance. (6163DFR)

*Saisine : Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(18 août 2022)*

Avis de la Chambre de Commerce

Le projet de règlement grand-ducal sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 5 août 2015 portant organisation de la formation menant au diplôme de fin d'études secondaires techniques dans le cadre de la formation des adultes d'éducateur en alternance, proposée depuis l'année scolaire 2015-2016 à l'Ecole Nationale pour Adultes (ENAD).

En bref

- La Chambre de Commerce salue les modifications introduites par le Projet afin d'actualiser la formation ainsi que son cadre légal, en fonction des besoins détectés depuis son lancement en 2015.
- Pour assurer la cohérence des textes, la Chambre de Commerce soulève qu'il faut remplacer les termes « enseignement secondaire technique » par les termes « enseignement secondaire général » dans l'ensemble du Projet.

D'après l'exposé des motifs, « *l'expérience des 7 années de fonctionnement a montré que certaines dispositions [du règlement] doivent être adaptées* ». Par conséquent, il est proposé de revoir les conditions d'accès à la formation d'éducateur en alternance ainsi que les modalités d'évaluation et les critères de promotion.

---

¹ [Lien vers le projet de règlement grand-ducal sur le site de la Chambre de Commerce](#)

Concernant les critères d'admission, le Projet supprime la condition de disposer d'« *un contrat de travail d'éducateur en formation suivant la convention collective en vigueur* » puisque ce type de contrat n'existe plus dans la convention collective du secteur éducatif.

Par ailleurs, le Projet assouplit les conditions d'admission à la formation de l'éducateur en alternance. Ainsi les candidats, qui doivent être « *âgées de 21 ans au moins et disposant d'un contrat de travail dans un métier du secteur éducatif et social d'au moins 16 heures hebdomadaires depuis au moins 12 mois et ayant quitté la formation initiale depuis au moins 12 mois* » sont admissibles à la formation s'ils remplissent une des conditions suivantes :

- « 1. *Avoir réussi au moins une classe de 3^e de l'enseignement secondaire ;*
2. *avoir réussi au moins une classe de 11^e de l'enseignement secondaire technique – régime technique ;*
3. *être détenteur d'un certificat d'aptitude technique et professionnelle, respectivement d'un diplôme d'aptitude professionnelle de la division de l'apprentissage des professions de santé et des professions sociales. »*

Alors que l'accès à la formation d'éducateur en alternance était jusqu'ici limité aux détenteurs d'un diplôme d'aptitude professionnelle de la division de l'apprentissage des professions de santé et des professions sociales : Section des auxiliaires de vie, l'accès est dorénavant ouvert à tous les détenteurs d'un diplôme d'aptitude professionnelle de ladite division dont une réforme est actuellement en cours. La Chambre de Commerce salue cette ouverture qui permettra aux personnes concernées, d'intégrer la formation pour formaliser et faire valoir leur expérience professionnelle, dans le cadre de cette formation des adultes.

En ce qui concerne les critères d'admission, repris dans l'article 4, le Projet ajoute l'obligation de joindre une lettre de recommandation en lien avec l'expérience professionnelle antérieure au dossier de candidature. D'après les auteurs du Projet, l'expérience des sept années de fonctionnement a démontré que les candidats qui présentaient des lettres de recommandation terminaient la formation avec de meilleurs résultats. Alors que l'exposé des motifs mentionne uniquement l'ajout de la lettre de recommandation en tant que critère d'admission supplémentaire, il est précisé dans le texte du Projet que cette dernière peut aussi être remplacée par une lettre de motivation. Dans un souci de garantir l'aptitude des candidats et de rendre la procédure de sélection plus efficace, la Chambre de Commerce soutient l'ajout de la lettre de recommandation aux critères de sélection afin de veiller à ce que les personnes admises à la formation aient une expérience significative et réussie dans le domaine de la formation. Dans ce contexte, elle donne à considérer que le fait de remplacer la lettre de recommandation par une lettre de motivation du candidat, ne permettra pas d'évaluer l'expérience et l'aptitude du candidat au même degré qu'une lettre de recommandation. Par conséquent, la Chambre de Commerce suggère que les candidats devront soumettre une lettre de motivation, attestant de leur motivation personnelle à intégrer la formation, ainsi qu'une lettre de recommandation, permettant de compléter l'évaluation de l'aptitude professionnelle du candidat sur base d'un avis tiers.

Les changements proposés par le Projet aux modalités d'évaluation et aux critères de promotion, articles 13 à 17 du règlement de 2015, visent principalement à rendre les dispositions actuelles moins ambiguës en arrêtant « *les détails en matière d'évaluation et de promotion* ». Par ailleurs, « *le module du travail personnel devient un module fondamental puisqu'il s'est avéré que le travail personnel, en première année, est un exercice important en vue de la réussite du mémoire professionnel en classe terminale* ».

La Chambre de Commerce accueille favorablement les modifications introduites quant aux modalités d'évaluation et aux critères de promotion. Elle salue les modifications apportées au module du travail personnel encadré. Ce dernier deviendra un module fondamental et sera évalué en tant que tel. De même la Chambre de Commerce salue que la validation de la formation soit dorénavant liée à la réussite d'au moins cinq modules fondamentaux et d'au moins cinq modules non-fondamentaux.

Da manière générale, la Chambre de Commerce salue les modifications introduites par le Projet afin d'actualiser la formation ainsi que son cadre légal, en fonction des besoins détectés depuis son lancement en 2015. Ainsi, la suppression et le remplacement des désignations obsolètes (Ecole de la 2^{ème} chance, délégué à la formation des adultes) par les termes actualisés (Ecole Nationale pour Adultes, directeur) sont accueillis de manière favorable. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce soulève cependant que le texte se réfère toujours à l'enseignement secondaire « technique », alors que ce terme a été remplacé par celui d'enseignement secondaire « général » lors de la réforme de l'enseignement secondaire, ceci en référence aux modifications introduites par la loi du 29 août 2017² portant sur l'enseignement secondaire. Pour assurer la cohérence des textes législatifs, il convient donc de remplacer, dans l'ensemble du Projet, « enseignement secondaire technique » par « enseignement secondaire général ».

La Chambre de Commerce n'a pas d'autres remarques à formuler par rapport à ce Projet.

* * *

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce peut approuver le présent projet de règlement grand-ducal sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus.

DFR/NMA

---

² [Lien vers la loi du 29 août 2017](#)